

## Les consultations boycottées par certains partis

© D.  
R.



Le Premier ministre libanais désigné Hassan Diab a amorcé hier des consultations parlementaires en vue de former un nouveau gouvernement, mais le Parti socialiste progressiste (PSP) de Walid Joumblatt a annoncé son boycott, alors que la rue a continué de gronder hier à Beyrouth et dans plusieurs villes du pays, réaffirmant son rejet de toute la classe politique en place. Dans un Liban au bord de la faillite économique, M. Diab a été désigné jeudi par le président Michel Aoun au terme de plusieurs semaines de tractations politiciennes.

Hier, les consultations parlementaires ont débuté à 11h (9h GMT) par une réunion entre le Premier ministre désigné et le chef du Parlement, Nabih Berri, qui a insisté sur la nécessité de former un gouvernement représentatif de l'ensemble des blocs parlementaires, ainsi que du mouvement de protestation.

Outre le bloc du leader druze Walid Joumblatt, qui refuse de participer à ces consultations, le parti des Forces libanaises (FL), parti chrétien dont les ministres avaient été les premiers à démissionner après le début du mouvement de protestation, ont maintes fois annoncé leur refus d'adhérer à un gouvernement "politique".

De son côté, M. Hariri n'a pas publiquement apporté son soutien à son successeur, tandis que le principal bloc parlementaire sunnite qu'il préside "ne participera pas au prochain gouvernement", a indiqué vendredi à l'AFP une source proche du parti. M. Diab affirme n'avoir aucune attache partisane ou idéologique, mais le soutien apporté par le Hezbollah et ses alliés à sa désignation a entamé sérieusement sa crédibilité et a attisé la colère populaire à Beyrouth, où des violences nocturnes ont encore eu lieu pour le cinquième jour consécutif, selon la presse locale.

Hier, des routes ont été bloquées dans la région du Akkar et à Tripoli, dans le nord du pays, dès les premières heures de la matinée.

**L. M./Agences**